

INTRODUCTION GENERALE

« J'argumente que pour connaître la réalité, et donc pouvoir éventuellement la changer, il faut abandonner ses certitudes, et accepter l'angoisse, temporaire, d'une incertitude accrue sur le monde ; que le courage d'affronter l'inconnu est la condition de l'imagination ; et que la capacité d'imaginer un monde autre est un élément essentiel de la démarche scientifique : qu'elle est indispensable à l'analyse du présent »

C. DELPHY, « Penser le genre : quels problèmes », in M.-C. HURTIG, M. KAIL, H. ROUCH, *Sexe et genre, de la hiérarchie entre les sexes*, CNRS Editions, Paris 2002 (1991), p.89.

Cette thèse s'inscrit dans la réflexion pour une conceptualisation des rapports entre « population » et « développement » dans les contextes Nord. Les guillemets apposés à ces termes indiquent que nous considérons ces notions comme problématiques. Notre objectif sera de montrer en quoi elles le sont et de contribuer ainsi au renouvellement des catégories de pensée sur le développement, le plus souvent enracinées dans le projet de modernisation accélérée du monde et dans une vision instrumentale des rapports entre l'individu et son environnement. Notre démarche n'est pas neuve. Les tentatives pour inscrire le développement dans d'autres paradigmes que celui de la modernisation libérale sont nombreuses et anciennes. Elles ont généralement abouti à faire progresser la réflexion dans plusieurs directions non conventionnelles dont cinq nous paraissent particulièrement importantes :

- celle d'une *réinterprétation* de la réalité du développement au Nord, imposant l'histoire des populations et de leur environnement comme dimension incontournable du débat,
- celle de la mise en évidence d'un *discours sur* le développement distinct des *processus réels*, permettant d'isoler les « enjeux d'experts » des enjeux locaux définis comme tels par les populations du Nord et du Sud,

- celle de la *déconstruction des catégories universelles* (telles que la démocratie et le progrès) et du questionnement des fondements de la pensée occidentale (telles que l'opposition homme/femme, tradition/modernité, privé/public, nature/culture) qui ont généralement guidé les politiques et programmes de développement, rendant désormais inévitable le débat épistémologique en matière de développement,
- celle de la *constitution des femmes en sujets historiques* du développement, dont la présence « compte » dans l'explication des phénomènes sociaux et, inversement, que l'évolution de ces phénomènes influence à son tour,
- enfin, celle de la *recherche d'autres principes* au développement, profondément ancrés dans le vécu des territoires et des populations.

Cette pensée critique, où se mêlent les héritages marxiste, féministe et écologiste, nous laisse cependant face à un paradoxe : alors que nous n'avons jamais été aussi bien documentés sur nous-mêmes, nous nous trouvons dans un dénuement extrême pour penser l'avenir, imaginer *ce qu'il faudrait faire*. Le réexamen de la phase d'industrialisation massive à l'aune, par exemple, du surgissement de problèmes de santé collective impossibles à maîtriser, nous oblige en effet à adopter un vocabulaire nouveau, celui du maldéveloppement du Nord et, du même coup, à douter de notre capacité à donner des leçons de développement. De même, la dénonciation du fossé qui sépare le discours des élites des difficultés quotidiennes éprouvées par la majorité de la population nous contraint à examiner avec circonspection les thèmes plébiscités à l'unanimité et rendus incontournables par l'establishment du développement comme par certaines ONG. Enfin, le doute jeté par la pensée post-moderne sur les affirmations normatives de progrès et d'émancipation comme valeurs universelles, laisse penser qu'il n'existe pas une voie unique pour penser et mener la transformation.

Dans un tel contexte, l'originalité de cette thèse réside avant tout dans la position adoptée par rapport à la question du développement. Notre propos ne sera pas en effet de chercher « que faire », mais plutôt de fournir une grille d'interprétation originale et pertinente pour reparler de développement, en dehors de la référence exclusive à la modernisation et en réinscrivant la problématique dans les contextes Nord.

I. L'OBJECTIF DE LA THESE : REPARLER DE DEVELOPPEMENT DANS LES CONTEXTES NORD

Notre démarche s'inscrit dans la continuité de notre mémoire de DEA qui portait sur *Le rôle actif des femmes dans la protection sociale en Belgique de 1791 à 1944*¹ et abordait le rôle des femmes dans la transition entre les anciennes institutions sociales visant la consolidation de la subsistance collective et la protection sociale contemporaine. Il s'agissait bien de reformuler une problématique « développement » dans des contextes Nord. Nous avons en effet posé l'hypothèse que la protection sociale devait, pour être correctement saisie, être appréhendée comme une tentative des milieux populaires de sécuriser leurs conditions d'existence. Cela revenait à dire que la logique de modernisation capitaliste, aussi violente soit elle au XIX^{ème} siècle, n'avait pas tout « écrasé » et que les milieux ouvriers s'étaient, en Belgique, appuyés sur le besoin de consolider leur sécurité dans un cadre de vie bouleversé par le capitalisme pour mener les initiatives qui ont débouché par la suite sur l'assurance obligatoire. La réponse des élites a été d'offrir une approche plus individualiste de la protection, à partir de la prévoyance individuelle. Nous avons aussi défendu l'idée que le genre – c'est-à-dire la configuration particulière des rapports de pouvoir entre les sexes- avait été déterminant dans le développement, puisque la bourgeoisie avait habilement œuvré à la résolution de la question ouvrière en contraignant davantage le travail des femmes. Les lois protectrices sur le travail des femmes puis la politique familialiste dans les assurances sociales avait joué en faveur d'une accalmie des rapports sociaux de classes. Le genre avait donc été l'instrument d'un certain projet des élites.

Ces conclusions nous ont conduit à d'autres interrogations. En effet, nous avons globalement choisi de nous préoccuper des pratiques populaires de sécurisation du revenu, parce qu'il nous importait de valoriser le point de vue des acteurs non dominants sur le développement. Précisément, il nous a paru utile de creuser ce dernier point. Comment établir un lien entre l'histoire des pratiques et l'histoire des points de vue ? Comment consolider notre hypothèse que les populations construisent leurs actions en fonction de leurs intérêts sans faire reposer la rationalité des acteurs sur leur intérêt économique au sens étroit du terme ? Autrement dit, quelle alternative pertinente proposer à l'individualisme méthodologique, pourtant répandu en sciences sociales ? Il nous semblait important de reconstruire, à travers une grille élaborée, le concept de développement comme un concept politique, à travers la question

¹ F. DEGAVRE (1999), *Le rôle actif des femmes dans la protection sociale en Belgique de 1791 à 1999*, mémoire de DEA, Institut d'Etudes du Développement, Louvain la neuve.

du sens que les acteurs donnent à leurs pratiques et aux conflits qui les opposent. Nous ressentons le besoin de nous doter d'outils pour éviter le piège du développement comme « produit » non conflictuel d'un projet sans historicité². Cela nous semblait particulièrement pertinent dans le cadre des contextes Nord, où la dimension politique du développement a été complètement évacuée, le développement ayant été définitivement classé comme « modernisation » de type capitaliste

Les enseignements de la pensée non-conventionnelle, dont nous proposerons une relecture d'ensemble, complexifient cependant notre démarche et invitent en effet à redoubler de prudence dans toute tentative pour remplacer les anciens concepts par de nouvelles idées. On peut même se demander s'il est raisonnable d'essayer de redéfinir une nouvelle fois le développement. Cette thèse intervient bien à ce moment délicat où une partie de la pensée sur le développement entame son « époque »³, sorte « d'hiver du philosophe », offrant davantage aux chercheurs de suspendre leur jugement et de revenir sur certaines propositions trop peu ou mal questionnées que de résoudre des problèmes de développement ou des questions prédéfinies comme telles. Tel est en tout cas notre sentiment à la lecture des ouvrages très critiques de la modernité occidentale.

Ce sentiment se traduit dans cette thèse par le refus de résoudre un problème qui aurait *déjà été posé* et débouche sur le besoin de faire démarrer notre travail doctoral par une déconstruction du questionnement sur le développement. Mais jusqu'où refuser les concepts déjà construits ? Où fixer le « point zéro » de la pensée sur le développement ? Ces questions ont constitué une de nos difficultés majeures, appelant sans cesse à la vigilance. La référence indirecte à DESCARTES ci-dessus n'est d'ailleurs pas vaine pour faire comprendre à quel point le doute était présent au début de notre réflexion.

² F. LAPEYRE (2002), « Le rêve d'un développement sans conflit », in G. RIST, *Les mots du pouvoir. Sens et non sens de la rhétorique internationale*, Nouveaux cahiers de l'IUED, coll. Enjeux, Puf, Paris/Genève, pp.101-118.

³ Expression empruntée à E. HUSSERL (1978), *Méditations cartésiennes*, 1^{ère} méditation, Vrin, Paris, p.21.

II. A PROPOS DE LA METHODE

2.1. Recours à l'imagination et relecture politique des théories

Précisément, la citation de Christine DELPHY qui coiffe notre introduction prend tout son sens au moment d'explicitier notre méthode. Elle dit bien le besoin d'abandonner la part de certitudes, d'accepter les doutes et de laisser à l'imagination un rôle à jouer dans l'exercice auquel nous nous livrons ici, qui doit contribuer à la réinvention du concept de développement. Elle annonce aussi une démarche particulière, faisant appel à des théories finalement peu partagées dans la reconstruction d'un regard sur le développement qui ne soit pas synonyme de modernisation. La principale difficulté, dans la sélection des théories non conventionnelles et dans la réorganisation de notre propos, a été de formuler la question à l'aune de laquelle nous allions parcourir nos textes. Nous avons choisi de ne pas chercher à savoir « ce que le développement devrait être » (« durable », « humain », « bon », « féministe », « équitable ») mais plutôt d'examiner « ce qu'il aurait pu être » si la logique de modernisation ne l'avait pas emporté.

Cette relecture des théories nous a été en partie inspirée par une autre conclusion de notre mémoire de DEA, où il apparaissait nettement que le projet de sécurisation du revenu des classes populaires présentait une grande cohérence du point de vue des pratiques telles que les mutuelles ou les coopératives. Même si les principes établis dans les caisses ouvrières et le mouvement mutuelliste n'ont pas fait fondamentalement fléchir les principes d'accumulation qui se trouvaient au cœur du projet de modernisation capitaliste, il était important de s'y intéresser pour voir ce que le développement *aurait pu être*. Dans son article pionnier sur le genre, « Genre, histoire des femmes et histoire sociale », l'historienne anglaise Louise TILLY démontre l'intérêt de s'intéresser aux femmes dans la révolution française⁴. Dans une conférence sur le rôle des femmes dans le soulèvement de 1789, un orateur l'interpelle et lui dit qu'à ses yeux, savoir que des femmes y ont pris part ne change pas fondamentalement sa connaissance de l'événement. Pour Louise TILLY, c'est d'une grande importance au contraire, dans la mesure où les revendications des femmes ont précisément été rapidement balayées des réalisations révolutionnaires. Elle dit :

⁴ L. TILLY, « Genre, histoire des femmes et histoire sociale », *Genèses, Sciences sociales et histoire*, Tome II « A la découverte du fait social (1890-1900) », Calmann-Levy, décembre 1990

« De même que d'autres perdants du processus révolutionnaire, les femmes se sont battues pour les positions qui continuèrent à être au centre du débat politique pendant le XIXe et le XXe siècle. L'étude des vaincus nous aide à mieux comprendre les vainqueurs, à comprendre pourquoi et comment ils ont vaincu. L'analyse de la révolution est d'autant plus complète et systématique que nous prenons au sérieux les alternatives possibles ; l'étude des formes de la participation des femmes et des réactions qu'elle suscite fournit précisément une de ces alternatives. Voilà « quelle différence cela fait » d'étudier les femmes et le genre »⁵.

Nous nous sommes donc penchée sur ce qui, dans les théories conventionnelles sur le développement, a été mis hors champ du « moderne », et nous nous sommes interrogée sur la cohérence que pouvait présenter l'ensemble de ces pratiques et savoirs qui avaient globalement été refoulés ou déqualifiés. Cette question s'est révélée une voie potentiellement féconde vers la réinvention du concept de développement, particulièrement au Nord, où l'échec de l'accumulation est patent, et pour ré-ouvrir des perspectives auxquelles le « cours des choses » a donné un tour improbable.

2.2. Le « genre » pour nourrir nos hypothèses

Notre mémoire de DEA offrait déjà une perspective féministe, encore débutante cependant. A la lecture d'ouvrages sur les théories genre et développement, il nous est apparu qu'il fallait refaire le trajet de l'intégration du « genre » au « développement », brouillée par les multiples niveaux de langage qui se revendiquent « genre et développement » : dans les institutions internationales, les ONG, auprès des chercheuses, des associations locales de femmes.... Nous avons donc d'abord cherché à retrouver la trace de cette intégration dans la recherche et la pratique féministes du Nord dont nous voulions rendre compte de l'extraordinaire richesse et complexité.

Notre démarche de départ, dans cette thèse, est probablement influencée par ce besoin de savoir si les femmes, comme groupe social dominé, sont susceptibles, par leurs discours et leurs pratiques, de proposer un monde « autre » que celui du patriarcat et du capitalisme. De quoi serait fait ce monde ? Nous tenterons d'explorer les théories féministes et les théories « genre et développement » en examinant en quoi elles constituent ou non une pensée critique de la modernité. Nous tenterons de sortir des sentiers battus, de nous appuyer sur certaines ressources au sein du féminisme pour nous détacher de

⁵ L. TILLY, op.cit. , p.167.

ce qu'il y a de fonctionnel à la croissance et, plus globalement, à la modernité, dans la pensée sur le développement.

2.3. Un questionnement croisé Nord/Sud

Encore aujourd'hui, le terme « développement » fait intervenir une catégorie géographique associée aux espaces Sud. Nous nous abstenons volontairement à ce stade de notre réflexion de proposer une définition du terme. Mais il nous semble nécessaire de poser d'emblée que la question du développement nécessite une perspective « totale » sur l'histoire d'un territoire, sur l'articulation dans le temps des équilibres et des déséquilibres au sein d'une population⁶, entre les différents groupes qui la composent, et entre cette population et son environnement, articulation déterminée par l'objectif de sécuriser un revenu⁷. Nous préférons aussi parler de processus de développement. Cette perspective, positive (visant la connaissance) plus que normative (visant des valeurs ou ce que devrait être le développement) vaut pour l'observation du Nord et du Sud.

En disant cela, on s'autorise donc à reparler de développement au Nord. Mais quel lien devons-nous faire avec l'immense littérature qui s'est préoccupée de ce sujet dans le Sud ? Pourquoi est-il si difficile d'articuler la vision du développement au Sud avec celle du développement au Nord ? Pourquoi semble-t-il si difficile d'avoir des théories du développement au Nord qui s'articulent au Sud, ou dit autrement, comment se fait-il que la pensée du Nord et celle du Sud restent si fermées l'une à l'autre, comme si l'on ne s'autorisait

⁶ Nous inscrivons l'équilibre dans la conception matérialiste de l'histoire. A ce sujet, nous citons ce qu'écrivait N. BOUKHARINE en 1921 et qui nous paraît particulièrement éclairant pour situer notre propos : « *Il existe dans le monde des forces différentes dirigées l'une contre l'autre. Elles ne s'équilibrent mutuellement que dans des cas exceptionnels. C'est alors que nous voyons exister un état de « repos », c'est-à-dire que la « lutte » réelle entre ces forces nous reste cachée. Mais il suffit qu'une de ces forces change pour que les « contradictions intérieures » apparaissent, que l'équilibre soit rompu, et si un violent équilibre s'établit alors, son principe sera autre, les combinaisons de force étant nouvelles etc. Quelle conclusion peut-on en tirer ? Il en résulte que la « lutte », les « contradictions », c'est-à-dire les antagonismes entre les forces dirigées différemment déterminent le mouvement. D'autre part, nous voyons ici la forme de ces processus: c'est, en premier lieu, l'état d'équilibre, en second lieu, la rupture de cet équilibre, en troisième lieu, le rétablissement de l'équilibre sur une base nouvelle* ». N. BOUKHARINE, *La théorie du matérialisme historique. Manuel populaire de sociologie marxiste*. Editions Anthropos, coll. Sociologie et socialisme, Paris, 1969 (2^{ème} édition), p.73.

⁷ J.P. PEEMANS (2002), *Le développement des peuples face à la modernisation du monde, Essai sur les rapports entre l'évolution des théories du développement et les histoires du « développement réel » dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle*, coll. Population et développement, n°10, Academia-Bruylant/L'Harmattan, CIDEP, Louvain-la-neuve/Paris. Voir plus particulièrement le chapitre 15.

jamais à poser certaines questions au Nord que l'on adresse régulièrement au Sud, comme si aucun problème similaire ne se profilait, comme si l'on cloisonnait systématiquement les problèmes ? Pour sortir de l'impasse qui empêche de faire le lien Nord-Sud sur le concept de développement, nous devons faire l'hypothèse que certaines questions/pratiques essentielles ont été évacuées du champ de vision au Nord et que la confrontation avec certaines questions/réalités du Sud s'impose, précisément pour les rendre à nouveau visibles, notamment à l'aide de la littérature sur le Sud.

Par ailleurs, la pensée sur le développement au Nord réapparaît paradoxalement avec la question du mal-développement. La découverte de similitudes entre certains phénomènes sociaux des pays de la périphérie Sud d'une part et de la périphérie des pays « développés » (économie « informelle », pauvreté) d'autre part peut probablement également contribuer à ce retour de la pensée sur le développement dans les espaces Nord, de même que l'idée que le Nord était en situation de « surdéveloppement », situation perçue comme problématique à partir du moment où elle crée des comportements menaçants pour la durabilité écologique, sociale ou culturelle mais également économique.

Enfin, une certaine relecture historique de l'expérience occidentale invite à réutiliser le terme de développement pour qualifier les transformations profondes qui y ont eu lieu. Cette relecture prend ses racines à la fois dans une certaine approche de l'histoire occidentale, redevable pas exemple à F. BRAUDEL qui a mis en avant l'existence de processus long, de « niveaux » complexes de l'économie, d'interactions conflictuelles entre acteurs à l'intérieur de ces niveaux etc... et dans une remise en question des modèles néo-classiques pour expliquer ce que fut l'industrialisation au Nord. L'approche historique braudélienne, comme le requestionnement du modèle occidental de développement, reposent sur la reconnaissance de la complexité des processus, complexité que les modèles néo-classiques de croissance n'ont pas réussi à saisir, ni pour les pays du Sud, ni même pour les pays occidentaux, mais également sur la reconnaissance de la multitude des discours sur ces processus.

III. LA CONSTRUCTION PROGRESSIVE D'UN POINT DE VUE CRITIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT

3.1. Un mouvement de déconstruction-reconstruction

Ces différentes remarques servent notamment à expliquer la forme de l'écriture dans cette thèse. Elle suit un déroulement en deux temps : déconstruction d'abord, reconstruction ensuite. Nous avons en même temps suivi un processus d'écriture itérative. Les questions que nous nous posons apparaissent sous des angles différents dans chacun de nos chapitres. Elles nous poussent à faire preuve d'une certaine imagination mais aussi à confronter nos idées aux pratiques existantes, à les réinterroger à plusieurs reprises, à évaluer en quoi elles permettraient de réorienter la pensée sur le développement. Notre représentation du développement comme reproduction étendue –concept que nous construisons tout au long de cette thèse- s'est progressivement imposée puis précisée au fur et à mesure du trilogue que nous avons tenté d'établir entre les théories non conventionnelles sur le développement et l'approche féministe, puis avec la problématique du soin aux personnes âgées qui constitue le terrain sur lequel nous avons choisi d'aboutir. Cette écriture circulaire, procédant par couches successives, refaisant plusieurs fois le même parcours, aborde des points d'abord découverts pour ensuite les approfondir et tendre finalement vers un raffermissement et une stabilisation de nos concepts principaux.

Ce faisant, nous tenterons de recomposer un point de vue théoriquement informé d'où reconstruire le concept de développement. Contrairement à ce que laissent supposer les théories conventionnelles sur le développement, nous pensons qu'il n'y a pas de point donné « une fois pour toutes » d'où penser la société, pas plus qu'il n'y a de point unique ou spontané. C'est aussi ce que traduit le constat de l'impossibilité d'avoir un point de vue « neutre » sur les phénomènes humains. Le fait d'être au Nord, au Sud, Blanc, Noir, homme, femme produit un discours « situé » non séparé des rapports sociaux. Notre point de vue sur le développement est donc entièrement à construire.

3.2. Des « choix » explicités

L'idée de reconstruction implique un choix conscient par rapport aux thèses sous-jacentes aux auteurs qui seront pris comme référence. Le point de vue que nous tentons de construire ici relève donc à la fois de la perspective scientifique et du questionnement politique. Par « perspective », nous entendons les hypothèses qui pré-existent généralement au travail de recherche et qui se traduisent concrètement par le choix de sources et d'outils

méthodologiques particuliers. Énoncer la perspective revient donc à donner un aperçu des théories qui vont guider la réflexion et des hypothèses qui sous-tendent les questions que l'on s'y pose. Dans un certain sens, il s'agit de voir comment la réflexion et l'investigation (qui comporte les étapes d'observation, de modélisation, de vérification...) s'articulent à une dimension plus subjective de la recherche scientifique, subjectivité qui s'exprime à travers le *choix* des théories de références mais se retrouve également, au niveau de l'étude empirique, dans la délimitation d'un terrain d'enquête, dans le contact avec les personnes participantes, les questions posées, tous éléments étroitement liés à l'expérience de la personne qui mène la réflexion.

A travers le choix de notre thème de recherche comme dans celui du type de questionnement que nous mobilisons, on ne saurait cacher que nous partons au départ d'options normatives. A ce stade, nous les explicitons de la façon suivante : « logique de reproduction versus logique d'accumulation » et « perspective féministe sur le développement ». Notre recherche consistera à démontrer en quoi elles sont pertinentes pour reconstruire un point de vue novateur sur le développement dans les contextes Nord. Nous focaliserons notre attention sur la part du développement et les acteurs collectifs tournés vers la reproduction étendue contre la logique d'accumulation, vers l'émancipation des femmes contre la domination masculine. Ces options normatives nous ont été dictées à la fois par une prise de conscience vis-à-vis des profondes inégalités qui caractérisent le niveau de vie des différentes classes sociales ainsi que de la subordination multiforme, maintenue souvent violemment, qui caractérise globalement la situation des femmes.

Partant de ce constat, nous avons choisi de comprendre les mécanismes sociaux, politiques, économiques et culturels qui façonnent notre quotidien et dont nous verrons qu'ils sont profondément injustes et insatisfaisants. Nous avons aussi choisi de nous laisser interpeller par les stratégies que les acteurs définis comme non-dominants développent pour sortir le développement de l'impasse dans laquelle les placent l'accumulation et les mécanismes de la subordination masculine.

Comme on pourra le constater, adopter une perspective féministe sur le développement ne signifie pas s'intéresser exclusivement aux femmes ou à leur rôle dans le développement (même si historiquement, la pensée féministe a commencé par mettre en lumière les femmes pour les constituer en « sujet historique » avant d'entamer une réflexion sur la domination) mais bien aux rapports sociaux entre hommes et femmes, et à la place des mécanismes de la

domination masculine et des stratégies d'émancipation dans les processus de développement.

C'est bien cette double perspective qui nous a poussé à choisir notre sujet de terrain, consacré aux acteurs et actrices du « care ». En effet, comme nous le démontrerons plus loin, nous pensons qu'il y a bien dans l'aide et le soin à la fois un potentiel de résistance important à la logique d'accumulation et une source forte de cohésion sociale. Par ailleurs, nous pensons que pour les femmes, qui y occupent un rôle central, le care est un lieu ambigu, à la fois soubassement de la reproduction étendue et piège du patriarcat. Ainsi, nous dévoilons notre hypothèse de travail qui consiste à considérer les femmes comme une population définie non par des caractéristiques naturelles mais « produite » par des conditions sociales bien précises, faisant d'elles des actrices *collectives*, assurant des *fonctions de développement qui tendent vers la recomposition des liens sociaux et, plus globalement, d'un territoire de vie*.

Ces options ont toutes deux été forgées dans la réflexion autant que dans un engagement politique personnel. Il est certain que notre façon de voir est liée à l'expérience féministe. D'aucuns diront qu'il est impossible d'entreprendre une analyse sereine et objective en même temps que d'être engagée dans une lutte politique, que la démarche scientifique se conjugue mal avec les partis pris de la démarche militante. Nous pouvons opposer à cela trois réponses.

Premièrement, nous construirons notre grille de lecture à partir de théories diverses que nous discutons. Dans ce sens, le choix d'une relecture politique des phénomènes sociaux –c'est bien de cela dont il s'agit- ne se confond pas avec une lecture militante.

Deuxièmement, nous pensons que les intellectuels ont un rôle important à jouer dans les mouvements sociaux et qu'ils ont également à y rendre compte des débats d'idées auxquels ils participent au sein des cercles académiques, et inversement. Dans ce sens, l'ancrage dans un mouvement social –qui peut prendre des formes multiples, du militantisme actif au dialogue simple avec des représentants de la société civile- est une condition de pertinence sociale, principe dont nous avons le souci.

Enfin, troisièmement, et il s'agit là d'un argument plus général, nous partageons l'idée défendue par la philosophie du « standpoint⁸ » selon lequel toute pensée s'inscrit toujours à la fois dans un objectif de production de

⁸ HARAWAY D. (1991), *Simians, cyborgs and Women*, Londres, Free Association Books, London.

connaissances et dans un projet socio-politique plus ou moins structuré, plus ou moins annoncé, de transformation de la vie matérielle, des rapports sociaux et/ou des représentations⁹. Les chercheurs sont les produits d'une époque et d'un espace et leur façon de chercher, d'énoncer, d'enseigner n'est pas neutre. C'est la thèse que défendent les théories de la connaissance « située », signifiant le fort attachement d'un savoir à la réalité dans laquelle il émerge¹⁰. Ainsi, lorsqu'elle présente les résultats de ses recherches, Marie-Victoire LOUIS, historienne et féministe, annonce clairement qu'elle expose son point de vue socio-politique de citoyenne et de chercheuse¹¹. Outre la connaissance du réel, elle indique ainsi clairement que son effort intellectuel vise la transformation de rapports sociaux de sexe jugés inégalitaires. C'est dans cette logique que nous nous situons.

IV. PLAN ET DEROULEMENT DE LA THESE

Comme nous l'avons souligné, il est impossible d'inscrire le développement totalement en dehors du discours politique. En fait, la seule façon d'assumer cette part « politique », et donc possiblement « idéologique », du concept de développement et de ceux qui lui sont attachés (« projet », « politiques », « pratiques »...) est de commencer par les replacer dans une *histoire des discours* sur le développement, de les objectiver en quelque sorte. Il nous semblait confusément que cela permettrait de rendre compte des « intentions derrière les mots ». Aussi notre réflexion commence-t-elle dans cette thèse par un chapitre où la mise en perspective historique des différentes formulations de la définition du développement tient une place importante. Dans ce premier chapitre, nous avons le souci de relier les définitions ou politiques de mise en œuvre du développement aux acteurs dominants qui les ont inspirés, et tentons d'identifier les efforts fournis pour construire une autre pensée sur le développement.

Les théories féministes seront également mobilisées comme ressources critiques. Dans un deuxième chapitre, nous progresserons dans la réflexion avec une hypothèse sur les mouvements de femmes comme porteurs de revendications en faveur de l'intégration des femmes dans le projet de modernisation. L'émancipation vue à travers le prisme féministe consiste bien

⁹ Idée développée entre autre dans M. OLLIVIER et M. TREMBLAY, *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*, Collection Outils de recherche, L'Harmattan, Paris, 2000.

¹⁰ S. HARDING (1991), *Whose science, whose knowledge?* Cornell University Press, Ithaca.

¹¹ M.-V. LOUIS, intervention à l'Université des Femmes, « Féminisme et droits de l'homme », novembre 2000.

pour partie dans ce processus par lequel les femmes ont posé leurs propres questions sociales et ont cherché à les résoudre en se réappropriant les moyens que le projet de modernisation mettait à leur disposition, du salariat aux techniques contraceptives. Ce faisant, elles sont entrées de plein pied dans un processus d'autonomisation : autonomie par rapport aux liens conjugaux, par rapport à la famille. La revendication féministe ne saurait cependant être réduite au désir d'un « simple » ajout des femmes à la modernisation. D'ailleurs, les initiatives et revendications du mouvement féministe ne vont pas seulement dans ce sens. Les femmes sont également à l'origine de nombreuses pratiques collectives qui appuient le processus d'autonomisation mais qui en défient aussi l'apparente individualisation. Autrement dit, le féminisme n'est pas complètement soluble dans la modernisation ; des « grumeaux » subsistent. Nous nous intéresserons à ces derniers comme voie possible pour intégrer « genre » et « développement » au Nord.

Un des courants qui a indéniablement renouvelé la pensée sur le développement est le féminisme ou, pour être plus précise, le féminisme dans sa version « femmes et développement »¹². Sous l'impulsion d'E. BOSERUP, on a vu le paradigme de la modernisation se fissurer au profit de la préoccupation majeure de l'impact sur les femmes des techniques et méthodes de production importées du Nord et conçues sur le modèle masculin de rapport au travail et au pouvoir. Cette brèche dans la pensée s'est encore élargie durant les années 1980 et 1990 sous l'impulsion de la contestation du modèle de modernisation par des féministes écologistes ; elle fera l'objet de notre troisième chapitre.

Dans les pays occidentaux comme dans les pays du Sud, les femmes prennent en charge, par des voies diverses, le soin aux enfants, aux personnes âgées, aux personnes dépendantes. Cette communauté de destin a évidemment été problématisée par le féminisme, ce dont nous rendrons compte dans un quatrième chapitre. Nous verrons comment les rapports entre les femmes et la famille ont été instrumentalisés dans les Etats modernes dont l'intervention sociale a souvent contribué à cliver les rôles de reproduction et de production et à les inscrire dans la différence sexuelle. Comme nous le démontrerons, se pencher sur l'interprétation féministe des rapports femmes-familles-Etat, plus particulièrement sur la question du soin, revient en fait à répondre à une des

¹² Nous désignons sous ce terme général « Femmes et développement » les différentes tentatives pour intégrer dans les théories de développement les préoccupations du mouvement féministe. Nous incluons sous ce sigle les pensées Women in Development (Intégration des femmes dans le développement) Women, Environment, Development, Gender and Development... Nous développerons ce point dans le chapitre 3.

multiples versions de la question de ce qu'aurait pu être le développement si le projet dominant ne l'avait pas emporté.

S'il faut se poser la question des pratiques de développement des femmes, il ne faut pas les penser comme des pratiques *essentiellement* féminines. Lorsque, dans un cinquième chapitre, nous posons l'hypothèse que le soin est une affaire de femmes, nous pensons qu'il ne l'est pas en raison de la maternité (ce qui est une argumentation ancrée dans le paradigme essentialiste de la différence des sexes comme nous le verrons plus loin) mais bien parce qu'il s'agit d'une pratique en grande partie déterminée par la place des femmes dans un système de domination masculine. Cette hypothèse, clairement féministe, sera explicitée tout au long des deuxième et troisième chapitres mais il est utile de rappeler qu'elle alimente aussi notre réflexion sur le développement : nous nous intéresserons à la mobilisation des femmes dans l'aide et le soin, particulièrement aux personnes âgées, parce que ces pratiques sont susceptibles de présenter une résistance à la logique dominante du développement au Nord.

Dans un dernier chapitre, nous rendrons compte de la construction progressive du concept de « reproduction étendue du vivant », résultat de la critique de l'interprétation dominante du développement et de notre observation du « care ». Le bilan que nous dressons, dans le premier chapitre, de la pensée non conventionnelle sur le développement débouche bien sur la nécessité de prendre le problème du développement « par un autre bout ». Il fallait nous éloigner des problématiques attendues du développement et laisser émerger des questions moins bruyantes, abandonnées sur le chemin de la croissance. Partant de l'idée que le développement comme processus de changement ne saurait se résumer à l'histoire de la production industrielle, de la croissance et de l'accumulation, notre observatoire sera, au contraire, celui de la reproduction -des liens sociaux, du rapport à l'environnement, de l'affect collectif, des facteurs de cohésion – bref, de la reproduction *étendue* du vivant. Pour nous, l'histoire du développement est aussi celle de la lente appropriation par la logique productiviste du champ de la reproduction étendue, histoire à laquelle ne fut donné quasiment aucune importance. Ce concept permet de sortir de l'impasse où la modernisation a conduit le développement et fournit une piste susceptible de nous acheminer vers une autre interprétation du développement, non plus comme ensemble des pratiques fonctionnelles à l'accumulation mais contribuant au contraire à la reproduction.